

---

**NOUVELLES SUR LE COTON – 19 mars 2008**

**En avril, ne te découvre pas d'un fil...**

---

Avril sera-t-il le mois des concessions et des compromis ? Il est aujourd'hui permis d'en douter. Même si les discussions continuent, tout le monde s'accorde à dire que les progrès continuent... à ne pas se produire. C'est évident dans l'AMNA mais c'est également le cas, dans une moindre mesure, pour l'agriculture. Les conditions ne sont d'ores et déjà pas réunies pour une réunion ministérielle à Pâques (22-23 mars) et peut-être même pas en avril.

**Les dernières réactions**

Les textes de modalités révisés sortis le 8 février n'ont pas suscité sinon l'électrochoc au moins l'étincelle attendue. On a même parlé de recul dans le cas du texte de l'AMNA, tant les positions divergentes entre pays en développement et pays développés sont cristallisées autour d'une grande quantité de questions. Les Américains ont continué leur classique *blame game* en disant que le déblocage ne pourrait venir que de concessions tarifaires des pays émergents, en échange des réductions de subventions que les Etats-Unis seraient prêts à faire.

Du côté de l'Union européenne, le Commissaire Mandelson est-il alarmiste ou réaliste ? Sans doute les deux à la fois, comme le montrent ces récentes déclarations : « Je crains aujourd'hui que le cycle de Doha ne se solde par un échec, ce qui serait sans précédent dans l'histoire des négociations commerciales multilatérales. Un tel échec ne serait pas un bon signe pour l'économie mondiale. [...] Personne ne peut conclure ces négociations à notre place. Nous sommes tous dans le même bateau : si nous ne ramons pas pour avancer, nous n'allons nulle part. Et si nous ne ramons pas ensemble, nous tournons en rond. Si nous tardons trop, le courant nous entraînera trop loin. »

Apparemment, la conclusion du Cycle de Doha, un temps reléguée derrière la négociation des accords de libre-échange, serait revenue au rang de priorité numéro 1 pour l'administration Bush. Le problème du calendrier institutionnel et électoral américain (changement d'administration et sans doute de couleur politique en janvier 2009) est toujours soigneusement évité. Et pourtant, le protectionnisme commercial occupe plutôt une place dominante dans la campagne pour la course à la Maison blanche. Jusqu'à quand les élections américaines arriveront-elles à constituer un non-sujet ? Et à quoi servira un accord s'il est finalement refusé par un seul pays ? Seuls les Européens semblent vraiment pressés d'accélérer la procédure pour tenir au plus vite la rencontre ministérielle qu'ils considèrent être la dernière chance de pouvoir conclure un accord avec l'administration Bush avant la fin de l'année.

Alors que des voix commencent à exprimer un doute quant à la tenue d'une ministérielle avant mai, Pascal Lamy continue à afficher un optimisme serein, tout en mettant en garde contre les coûts d'un échec, notamment pour les pays en développement.

### **Le facteur prix**

Un nouveau paramètre pourrait s'inviter dans les négociations : le prix des matières premières agricoles. En effet, le cours – pour le moins élevé – de ces matières premières agricoles permettrait aux pays développés de réduire significativement leurs subventions à moindre coût, économique autant que politique. La conjoncture offre aux dirigeants des pays du Nord un levier supplémentaire dans la négociation (faire plus dans le soutien interne et du coup demander plus dans l'accès au marché) comme une marge de manœuvre plus importante au niveau des marchandages internes à chaque pays avec leur propre secteur agricole.

### **Et pour le coton ?**

Les pourparlers se poursuivent et se ressemblent, c'est-à-dire n'avancent guère. Après la sortie des modalités révisées, l'Union européenne a tout de même clairement indiqué que le coton représentait un problème à ce jour. D'une

certaine manière on peut interpréter cela comme une renonciation à leur position précédente qui affirmait que « l'UE accepte le texte sur le coton mais rien que le texte sur le coton ». Cela a le mérite de clarifier les positions. Il serait maintenant plus simple et constructif que l'UE fasse une nouvelle proposition sur la base de ce qu'elle juge acceptable, plutôt que d'interpréter abusivement un texte tout en disant qu'elle l'accepte. Le problème est que pour l'instant aucune solution n'a été dégagée qui permette à l'UE à la fois de remplir le mandat de Hong Kong et de conserver les 300 millions € qu'elle réclame dans la boîte bleue. En réduisant de deux tiers son soutien interne, l'UE arrive à faire moins que ce qui est requis comme réduction dans le coton que dans le soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges (SGEDE). Quant aux Etats-Unis, ils semblent toujours profiter de la cristallisation des débats entre l'UE et le C4 pour rester en retrait et éviter de faire une proposition qui serait soit politiquement insoutenable aux Etats-Unis, soit techniquement inacceptable dans la négociation.

Au rang des soutiens au dossier coton, on ne peut ne pas citer l'ambassadeur du Bangladesh auprès de l'OMC qui a très justement rappelé au cours du Sommet des PMA à Maseru que « le coton incarnait le visage humain de Doha »... Reste à savoir si ce visage – qui représente le volet Développement de Doha – éclairera la négociation jusqu'au compromis final...

## **Conclusion**

Des textes révisés ne sortiront pas dans la semaine du 17 mars, comme cela a pu être annoncé. Il n'est pas avéré que les pourparlers ont suffisamment progressé et dépassé enfin le niveau technique, pour initier ce fameux processus horizontal devant se terminer par une réunion ministérielle. Comme l'a mentionné le ministre indien du Commerce Nath, il y a à l'heure actuelle, 130 points de désaccord, rien que dans l'agriculture. On ne peut pas faire assoir des ministres autour d'une table pour discuter d'un si grand nombre de problèmes particuliers. La question qui devrait peut-être se poser est celle de l'objectif d'une telle réunion : attend-on une percée pour initier la réunion ou la réunion doit-elle permettre de provoquer une percée dans la négociation ? Il semble que là-dessus aussi, les attentes divergent...

---

Les projets menés par IDEAS Centre ont pour objectif principal de faciliter l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Le Centre est fort de ses 5 années d'expérience sur cette problématique. Sa mission consiste à aider les responsables politiques à élaborer des stratégies permettant de tirer profit de la mondialisation en faveur du développement et de lutter efficacement contre la pauvreté dans chaque pays et au sein d'un système commercial international mieux intégré et plus juste.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: [www.ideascentre.ch](http://www.ideascentre.ch)

Pour plus d'information sur IDEAS Centre, voir notre site : [www.ideascentre.ch](http://www.ideascentre.ch).

Pour plus d'information sur le Geneva Trade & Development Forum, voir notre site : [www.gtdforum.org](http://www.gtdforum.org).

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse

T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41